



Déclaration Liminaire de la FNEC FP FO au
Comité Social d'Administration de la Haute-
Garonne du 6 juillet 2023

Monsieur l'Inspecteur d'Académie

Mesdames et Messieurs les membres du CSA de la Haute-Garonne

Ce CSA Départemental se tient au lendemain d'un rassemblement à Toulouse en hommage à Nahel, ce jeune tué la semaine dernière par un policier, et pour dénoncer les violences, la répression et la dérive autoritaire qui ne cessent de s'aggraver depuis plusieurs années et dont le président Macron et son gouvernement portent l'entière responsabilité. Nahel était un de nos élèves. Tout comme sont nos élèves nombre de jeunes qui laissent éclater leur colère parce qu'ils vivent dans des quartiers où le chômage explose, où l'insalubrité est générale, et où la seule réponse du gouvernement est d'y envoyer plus de CRS, voire l'armée, au lieu d'y réinstaller tous les services publics disparus depuis des années. Comment ne pas faire le lien entre, d'un côté, le sort que le gouvernement réserve à la jeunesse avec les fermetures de classes, la réforme de la voie professionnelle, Parcoursup, le SNU sur temps scolaire, et de l'autre, l'escalade répressive organisée par le gouvernement.

La FNEC FP **FO** dénonce cette volonté affichée de mettre au pas la jeunesse, et exige l'arrêt des repressions, l'abrogation du SNU, de Parcoursup, de la réforme de la voie professionnelle, le rétablissement des services publics et l'arrêt des fermetures de classes.

C'est dans cette atmosphère pesante et ce chaos ambiant que se prépare la rentrée 2023. Entre coups de com', annonces toutes plus démagogiques les unes que les autres, et un flou sciemment entretenu quant à la mise en œuvre de ces annonces.

Le Président Macron a annoncé le 26 juin dernier lors de sa sortie à Marseille la généralisation prochaine de l'obligation pour les collèges de REP+ d'accueillir les élèves de 8h à 18h, et vouloir "repenser" les congés d'été. Avec quels personnels ? Avec quelle rémunération ?

On en apprend tous les jours sur le "pacte" alors que les textes de cadrage ne sont pas encore parus. Dernière annonce en date à ce sujet, les TZR pourraient être mobilisés au pied levé pour remplacer des professeurs absents dans le cadre du RCD et seraient donc "pactés" sans leur accord.

La seule chose qui est certaine à l'heure actuelle, c'est que 2000 postes sont supprimées tout degré confondu, que le gouvernement nous impose une réforme des retraites dont l'immense majorité de la population ne veut pas alors que dans le même temps il donne 413 milliards de budget pour

faire la guerre ! C'est que le "pacte" représente une économie de 1755 postes d'enseignants dans l'académie et une attaque en règle contre nos statuts. Partout en France et dans notre département les collègues se réunissent et prennent position ou adoptent des motions pour exprimer leur rejet du "pacte" et leur revendication d'augmentation indiciaire immédiate de tous les personnels sans contrepartie, ainsi que le recrutement de personnels de tout corps à hauteur des besoins.

Au sujet du recrutement, et en particulier du recrutement de personnels enseignant, nous avons pris connaissance des propos du Ministre Ndiaye dans le journal "Le Monde" quant au retour du concours de recrutement des Professeurs des Ecoles à Bac+3. Dommage que les différents gouvernement aient mis 10 ans à se rendre compte du désastre que représente le recrutement à Bac+5 et n'aient pas écouté plus tôt la FNEC FP **FO** qui s'y était opposée dès le début. Là encore, il y a un effet d'annonce et nous serons vigilants quant à ce que proposera concrètement le ministre.

Le même ministre NDiaye, sur France 2 cette fois-ci a annoncé vouloir revenir sur certaines modalités du bac Blanquer dès la rentrée de septembre, en particulier concernant les épreuves de spécialité. Les personnels ne veulent pas d'un emplâtre sur une jambe de bois ! Pour la FNEC FP **FO**, il faut y aller franchement, et abroger la réforme Blanquer du baccalauréat pour revenir à un baccalauréat avec des épreuves disciplinaires terminales, nationales et anonymes, seules à même de garantir l'égalité de traitement des candidats partout sur le territoire. A l'instar de la question du recrutement, peut-être que le gouvernement gagnerait du temps en écoutant les revendications des personnels portées par la FNEC FP **FO**.

Si le président Macron souhaite réellement l'apaisement, il doit écouter les revendications de la population sur les retraites, sur les salaires, sur le pacte, sur les services publics, et cesser toute forme de répression !

Enfin, quelques mots sur la préparation de l'instance pour laquelle nous sommes réunis aujourd'hui. Nous ne doutons pas que les services du rectorat, et en particulier les personnels administratifs, croulent sous le travail en cette fin d'année. Nous rappelons notre revendication de recrutement de personnels à hauteur des besoins. Mais il n'est pas possible d'étudier sérieusement des documents préparatoires quand ceux-ci sont parcellaires et communiqués moins de 48h à l'avance. La FNEC FP **FO** demande le respect des textes en la matière, c'est-à-dire la communication des documents au moins une semaine à l'avance.

Je vous remercie.